

Fret ferroviaire : La ligne rouge déjà franchie !

En cédant 23 flux de fret ferroviaire à la concurrence, le gouvernement va mettre toujours plus de camions sur les routes et enterrer un secteur public clé pour la transition écologique. SUD-Rail et l'Alliance Écologique et Sociale dévoilent aujourd'hui le coût de cette politique à rebours des engagements pris pour le climat.

Le 23 mai 2023, dans un courrier confidentiel, Clément Beaune ordonnait à l'entreprise publique SNCF de remettre sur le marché l'intégralité de l'activité de trains entiers dédiés (23 flux). En s'appuyant sur des données fournies aux représentant·es du personnel de la SNCF, nous avons calculé que cette décision risque d'entraîner **entre 299 408 et 524 865 poids lourds en plus par an**¹. C'est en contradiction avec tous les engagements de baisse des émissions de la France. Nous lançons donc une alerte sociale et écologique !

Un autre chiffre passé sous silence : ces 23 flux dédiés représentent 47% du total de marchandises transportées par Fret SNCF. C'est bien tout le secteur de fret ferroviaire que le gouvernement déstabilise en pleine crise écologique.

Avec la fédération SUD-Rail, l'Alliance Écologique et Sociale s'alarme de la situation du fret ferroviaire en France qui risque de s'effondrer avec la procédure de liquidation exigée de Fret SNCF par le gouvernement d'Elisabeth Borne et orchestrée par la direction SNCF.

Demain seront présentées les conclusions d'enquête sur la libéralisation du fret ferroviaire et ses conséquences pour l'avenir. Nos organisations attendent des propositions fortes de rupture avec la politique libérale menée dans les transports. Pour préserver le climat et nos emplois, il faut sortir des logiques capitalistes et de la soumission du transport de marchandises par rail à l'économie de marché.

Ensemble, nous avons entamé un combat syndical, écologique et politique pour sauver Fret SNCF. Nous allons l'amplifier ces prochaines semaines.

Signataires : Amis de la Terre France, Attac France, Confédération Paysanne, FSU, Greenpeace France, Oxfam France, Union syndicale Solidaires, SUD-Rail.

¹ Calcul basé sur trois hypothèses de report de trafic.